

## Des revendications à faire entendre !

En ce début novembre, s'amplifient dans de nombreux secteurs d'activités les mouvements de grèves et de manifestations. Il ne s'agit pas d'une démarche simple pour les salariés. Mais chacun peut le constater, et dans tous les domaines économiques et sociaux, le gouvernement n'entend discuter aucun de ses choix et reste sourd jusqu'à présent aux inquiétudes et revendications en matière d'emploi, de retraite, de protection sociale, de pouvoir d'achat.

Les mesures fiscales (pour près de 15 milliards) votées cet été par le Parlement, favorisant les entreprises et les plus hauts revenus réduisent maintenant les capacités d'initiative budgétaires.

Dans une logique d'individualisation des contrats de travail et rémunérations, de protection sociale à la carte, les inégalités se creusent, les formes les plus aiguës d'exclusions se réinstallent (logement, soins, ...).

Les services publics ont fait et continuent de faire la preuve de leur efficacité pour toutes les missions d'intérêt général, pour réduire les inégalités : les suppressions massives d'emplois planifiées par le gouvernement relèvent de choix qui tournent le dos à ces objectifs.

Dans l'enseignement supérieur et la recherche ces orientations se traduisent par ZERO création d'emploi dans le projet de budget 2008, par des attributions dérisoires de moyens budgétaires pour améliorer l'accueil, l'orientation et la réussite des nouveaux bacheliers à l'université. Ces mesures désastreuses ont leurs effets destructeurs amplifiés par les lois de 2006 et 2007 qui concernent la recherche et les universités et s'accompagnent aujourd'hui d'un plan de démantèlement des organismes de recherche (CNRS, INSERM, INRA, IRD, etc.) et de remise en cause des statuts de leurs personnels. Les agences ANR(\*) et AERES(\*) installées par le « pacte recherche » déstructurent les équipes et installent une précarité croissante pour les jeunes chercheurs ; la loi « LRU »(\*) accroît et fige une hiérarchisation d'établissements d'enseignement supérieur de moins en moins collégiaux et démocratiques, de plus en plus liés aux « bon vouloir » de financements privés.

## Ces constats fondent une colère légitime.

Etudiants et universitaires se retrouvent de plus en plus ensemble et nombreux dans des Assemblées Générales qui attestent d'une détermination collective et d'une représentativité croissante. Plus de 500 chaque fois à Rouen, Paris 1, Toulouse 2, à Rennes, ...

Le SNESUP s'inscrit dans tous les établissements dans ces **appels à l'action, dans leur cohérence, dans leur convergence en particulier avec l'appel à la grève le 20 novembre** lancé par l'ensemble des fédérations de fonctionnaires, par les fédérations syndicales de l'éducation par les organisations syndicales étudiantes.

Plus que jamais, c'est le moment de faire vivre et de rendre visibles les sections locales du SNESUP, de rassembler les collègues avec audace pour renforcer un syndicalisme de lutte et de propositions indispensable.

## Agir ensemble pour

**Des créations d'emplois, la revalorisation des salaires et pensions**

**Des moyens budgétaires nouveaux pour le supérieur et la recherche**

**La mise en échec de la loi LRU, son abrogation et l'élaboration d'une loi-programme universitaire répondant aux besoins du pays, aux aspirations des étudiants et des personnels**

(\*) ANR : Agence Nationale de la Recherche – AERES : Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur  
LRU : loi "Libertés et Responsabilités des Universités"

### IMPORTANT

#### **Elections au CoNRS en 2008**

Les sections du comité national du CNRS seront renouvelées au printemps prochain.

Voir site du SNESUP et consultez la page

<http://www.sg.cnrs.fr/elections/Default.htm>.

Les enseignants-chercheurs doivent tous vérifier leur inscription ou l'effectuer si elle n'est pas faite par leur laboratoire avant le 3 décembre 2007. Urgent.

### Vendredi 9 novembre :

Deux réunions nationales d'importance à Paris

\* **assemblée des personnels de statut second degré**, à partir de 9 h 30, à la Bourse du Travail, Salle Eugène Varlin, 3, rue du Château d'Eau – Paris 10<sup>ème</sup> – Métro : République

\* et **assemblée des 370 élus sur les listes présentées par le SNESUP dans les sections du CNU**, à partir de 10 h dans des locaux du SNUIPP, 12, rue Cabanis – Paris 13<sup>ème</sup> – Métro : Glacière

**Amplifiez la mobilisation contre la loi « libertés et responsabilités des universités » et pour le développement d'un service public d'enseignement supérieur et de recherche démocratique. Signez et faites signer l'appel lancé par 100 enseignants-chercheurs depuis 100 établissements, à l'adresse : <http://www.universite-democratique.org/spip.php?article120>**